

La tortue sur le dos

Pierre Lefebvre

Number 303, Spring 2014

Politiques culturelles, l'héritage de Georges-Émile Lapalme

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/71386ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lefebvre, P. (2014). La tortue sur le dos. *Liberté*, (303), 22–24.

LA TORTUE SUR LE DOS

Un ministère n'est pas qu'un portefeuille,
c'est aussi une vision.

PIERRE LEFEBVRE

DANS UN LANCEMENT, il y a quelques semaines, un vieux routier du monde de l'édition félicitait une de mes collègues pour la nouvelle mouture de *Liberté*. Glouglou, bla-bla. Comme je mémérais moi-même à ce moment-là avec un ancien prof, je n'entendais pas grand-chose de l'éloge, mais, tout à coup, pendant une éclaircie, un «le monde se demande combien de temps vous allez durer» m'est rentré d'une seule traite dans l'oreille. Le moment de spéculer si j'avais bien entendu comme il faut, s'il valait la peine de me retourner pour avoir un peu plus de précisions, il avait disparu dans la foule.

L'affaire serait restée anecdotique si je n'avais pas eu rendez-vous le surlendemain avec un agent d'un conseil des arts. Sans glouglou, mais là encore avec moult bla-bla, je le rencontrais pour évoquer l'augmentation de nos ventes, de nos revenus publicitaires, de nos abonnements, mais également, hélas, lui faire part de la stabilité têtue du montant de nos subventions. L'idée était de lui faire saisir que sans une augmentation notable de la part de son institution, faire mieux s'avérerait fort problématique. Il comprenait très bien. C'est pourquoi la franchise de sa réponse m'a troublé : le budget étant le budget, seule la mort au combat d'une autre revue culturelle nous amènerait plus d'argent. La disparition d'un joueur permettrait, en effet, de reverser dans le pot commun la somme auparavant allouée au cadavre. À partir de là, une évaluation positive d'un jury de pairs pourrait peut-être, selon les circonstances, autoriser le conseil à nous augmenter comme du monde.

Liberté n'est bien sûr pas la seule revue culturelle à ressentir ce vertige-là. L'abolition du programme d'Aide aux magazines artistiques et littéraires de Patrimoine Canada

a fragilisé la vaste majorité d'entre nous. Et du théâtre à la littérature, en passant par le documentaire et les arts visuels, tous ceux qui œuvrent en culture peuvent à loisir raconter leurs propres histoires d'horreur. On pourrait d'ailleurs ajouter à la liste celles des services publics, des organismes communautaires, bref, de tout ce qui s'insère mal dans la logique marchande de l'offre et de la demande. On ne cesse de nous le marteler, l'État n'a plus les moyens de s'occuper des culs-de-jatte.

La belle affaire. Si l'État pouvait faire sa job en 1960 et en 1970, c'est en bonne partie grâce aux taux d'imposition des entreprises en vigueur à l'époque, un héritage du New Deal de Roosevelt que Reagan a saccagé dans les années 1980. Et depuis, parce que tout le monde lui a emboîté le pas, de paradis fiscaux en échappatoires diverses, les grandes compagnies ont anémié les trésors publics un peu partout dans le monde. Pour vous donner une idée, au fédéral, le taux est passé de 37,8 % en 1981 à 16,5 % en 2011. Si l'État n'a plus de capacité financière, ce n'est pas dû à la colère de Dieu.

Revenons à Patrimoine Canada. J'ai abordé la question en 2011 dans les pages de la revue, mais j'ai déjà envie de recommencer. Seuls les magazines et les revues atteignant un certain chiffre de vente minimal par numéro sont désormais admissibles à son programme d'aide. Les revues culturelles font ainsi les frais des nouvelles règles, surtout les francophones, qui n'ont pas le loisir de vendre de la copie *coast to coast* et la liste des bénéficiaires fait hurler. Pour l'année 2013/2014, 7 jours a obtenu 1 500 000 \$. Et le reste est à l'avenant : *Allo Vedette*, 202 174 \$; *Clin d'œil*, 390 436 \$; *Moi & cie*, 394 532 \$; *Le lundi*, 518 810 \$; *Échos vedettes*, 667 181 \$; *Sélection du Reader's Digest*, 833 806 \$; *Coup de pouce*, 1 051 944 \$;

La semaine, 1 068 725 \$; *TV Hebdo*, 1 500 000 \$; *Reader's Digest*, 1 500 000 \$. Au moins, ça a l'avantage d'être clair.

Comme on le dit sur le site de Patrimoine : «Le premier principe directeur de la liste – l'appui financier devrait être lié aux choix de lecture des Canadiens – est le plus important et mène directement à la principale caractéristique de la formule, qui veut que, plus le nombre d'exemplaires vendus d'un périodique est élevé, plus le financement soit important.»

La tristesse, la perversion, en fait, ne vient pas tant de ce qu'on accorde 1 500 000 \$ à un ramassis de potins insignifiants comme le *7 jours* en clamant «favorise(r) un environnement dans lequel tous les Canadiens profitent pleinement d'expériences culturelles dynamiques, célèbrent leur histoire et leur patrimoine, et contribuent à bâtir des communautés créatives». Le vrai drame, c'est que de tous bords tous côtés, on enjoint aux revues culturelles, aux éditeurs, aux théâtres, aux producteurs de films et même aux artistes de se comporter comme des entreprises en compétition les unes avec les autres, comme si le sens et le fond de leur travail revenaient à écraser le compétiteur pour s'emparer de sa part de marché. L'art et la réflexion ne sont bien sûr pas tenus de se déployer en volutes diaphanes dans les limbes d'une pure abstraction ou de s'abstenir de composer avec les modalités de leur époque, mais il y a un bout à tout. Kafka n'est pas en concurrence avec Balzac, Molière avec Shakespeare, Ferron avec Lévy-Beaulieu. On ne peut pas penser en ces termes, à moins d'avoir assez de cire dans les oreilles, si ce n'est dans les yeux, pour se représenter la nature comme un marché où la fourmi est en compétition avec la coquerelle, l'abeille avec la guêpe, le chevreuil avec l'orignal. L'image, d'ailleurs, c'est amusant, nous replonge dans la culture, toute représentation du monde étant au fond une métaphore. Une fiction. Et les fictions les plus dangereuses sont précisément celles qui arrivent à se faire passer pour la réalité.

On peut penser ici à la vieille blague sur les sectes et les religions : une religion est une secte qui a réussi. La réalité, ce qui semble aller de soi quand on regarde par la fenêtre ou qu'on ouvre le journal, est une fiction qui a réussi. Une parvenue. Or, la force de l'art et de la pensée est justement de nous rappeler que le monde n'est jamais tout à fait en concordance avec nos récits. On peut bien s'amuser de la cosmogonie hindoue dans laquelle le monde repose sur le dos de quatre éléphants se tenant eux-mêmes sur une immense tortue; que seule l'économie soit en mesure de nous permettre de ne pas nous écrouler est tout aussi improbable. La différence est la beauté de l'image. Celle de la tortue est plus riche.

De tous bords tous côtés,
on enjoint aux éditeurs, aux
théâtres, aux producteurs de
films et même aux artistes
de se comporter comme des
entreprises en compétition les
unes avec les autres.

Au Québec, en matière de culture, avec le livre blanc de Liza Frulla on a fait le choix, en 1992, en enchâssant dans une politique le brouillard idéologique dans lequel nous patageons, de se fonder sur une image pauvre. Au lieu de réfléchir à la façon dont nous pourrions dialoguer de manière féconde avec les temps présents, au lieu de tenter de les surplomber, on a préféré, par paresse ou aveuglement, les sanctionner. On est ainsi passé de la culture à l'industrie culturelle. Or, à partir du moment où l'on réduit la recherche d'un sens fragile, qui fait sans cesse écho à notre stupeur de nous savoir en vie, à la production et à la consommation de «produits culturels» participant à la santé de notre produit intérieur brut, on enjoint à l'art et à la pensée non pas de percer les murailles de nos idées reçues, mais de légitimer leur déploiement. On quitte la création pour s'enfoncer dans la répétition du même. On fait de la culture non pas une échappée (à ne pas confondre avec le divertissement), mais un moyen de «créer de la richesse».

Au lieu de se demander quelles voies emprunter pour démocratiser plus avant la culture, on s'est arrangé pour en faire un secteur, un domaine de spécialistes quelconques, semblables aux industries laitière, pharmaceutique ou touristique, fourguant des biens et des services à des consommateurs vaguement avides. Déclarer dans le même souffle que la culture est un secteur hors de l'ordinaire, puisqu'il repose sur l'excellence de nos créateurs et la richesse de notre

imaginaire, crée du coup une rhétorique vide, applicable de surcroît à n'importe quoi. L'aéronautique repose en effet sur l'excellence de nos ingénieurs, les entreprises sur celle de nos entrepreneurs, les fromages fins sur celle de nos artisans fromagers. Édifiant. Surtout quand l'excellence excelle dans la mesure où elle permet à l'industrie de générer des profits. Sinon, c'est drôle, elle n'excelle pas.

La même logique se trouve à l'œuvre dans les solutions proposées par nos conseils des arts pour nous

aider à combler nos manques à gagner. Essentiellement, on nous pousse à téter aux mamelles du privé. Si la proposition peut toujours s'avérer judicieuse pour un organisme de la taille de l'Orchestre symphonique de Montréal, du Musée d'art contemporain ou même du Théâtre du Nouveau Monde, elle devient grotesque pour des structures de la dimension de *Spirale* ou du Théâtre Péril. Sans affirmer qu'on se bouscule au portillon pour faire un don à l'OSM, il possède tout de même les effectifs lui permettant d'entreprendre une campagne de financement. Kent Nagano n'a pas à lâcher ses répétitions pour trouver une façon de séduire les portefeuilles. L'orchestre jouit surtout d'un rayonnement

suffisant pour allécher le philanthrope millionnaire, idem pour un musée pouvant à loisir baptiser une de ses salles du nom d'un extraordinaire donateur. Une revue comme *Contre-Jour*, un éditeur comme Héliotrope n'ont aucune reconnaissance sociale à offrir aux riches et rares sont les bienfaiteurs potentiels avides de faire leur part. Ceux-là, de toute façon, en ignorent l'existence, en bonne partie parce qu'éblouis par l'excellence du Festival de Jazz, de Juste pour rire ou de Montréal en Lumière. On ne prête qu'aux riches, je sais bien, mais bon, organiser une campagne de financement est une tâche colossale pour une petite structure où le temps passé à rapailler cinq, dix, quinze mille dollars l'empêche de se consacrer à son principal labeur. En plus, des crédits d'impôt devant être accordés si on veut espérer susciter un quelconque intérêt de la part des «mécènes», ces dons-là s'avèrent au final de bêtes échappatoires fiscales contribuant elles aussi à grever le budget de l'État. Fauché une fois de plus, ce dernier nous recommandera encore d'aller farfouiller du côté du privé qui y verra encore une fois l'occasion de payer moins d'impôts. Bref, on se contente d'encourager le serpent à se mordre la queue.

Le sous-financement étatique en matière de culture est bien sûr une vieille histoire. Il est même lié à la fondation du ministère des Affaires culturelles du Québec. Georges-Émile Lapalme, le premier à en occuper le fauteuil de ministre, démissionna précisément à cause d'un budget ne lui permettant pas d'accomplir sa tâche. Il faut dire qu'il avait pour ce ministère de grandes ambitions. Mais aujourd'hui, la situation est bien pire, car il n'y a pas plus de sous que d'ambition. Ni moyens, ni fins, donc. Gérer à la va comme j'te pousse les ressources insuffisantes lui étant allouées semble être depuis des années le seul programme du ministère.

Bien sûr, élaborer une politique culturelle est l'un des exercices les plus difficiles pour un gouvernement. Et plus encore à une époque où «la plupart des hommes ont une idée si vague de la poésie que ce vague même de leur idée est pour eux la définition de la poésie», comme disait Valéry. Favoriser l'émergence d'œuvres fortes, mettre en place des structures et des institutions leur permettant d'être diffusées et commentées sur la place publique s'avère un véritable casse-tête. Raison de plus pour nous doter d'un cadre, histoire de ne pas devenir fous ou, pour le dire autrement, d'imposer des contraintes n'étant pas d'ordre budgétaire. Le premier geste de toute politique culturelle digne de ce nom serait ainsi d'affirmer qu'une œuvre n'est pas un bien de la même nature qu'une imprimante, une paire de jeans ou un sofa. Ça serait de faire comprendre que la notion même de «consommateurs culturels» est une aberration. La littérature, en effet, la musique, le théâtre, la danse, le cinéma, le dessin ne se consomment pas. Ils se vivent. À la manière de l'amitié. Un croyant, par exemple, n'est pas un «consommateur de culte», même s'il faut des sous pour

construire une chapelle ou entretenir une mosquée. S'arracher à la logique du marché, c'est d'abord refuser la bêtise du relativisme, c'est rejeter la croyance affirmant que tout se vaille et que le seul critère admissible pour départager les œuvres et les lieux culturels demeure leur rentabilité. Tout comme un enfant a besoin d'un village pour l'élever, une œuvre, pour se déployer, doit faire partie d'un réseau, d'une économie, je veux dire au sens littéraire, soit l'organisation des diverses parts d'un ensemble. Il lui faut à la fois trouver des lieux de diffusion et des relais critiques dignes de ce nom, avoir la possibilité de s'inscrire dans sa société par un autre moyen que le profit. C'est ça, le rôle d'une politique culturelle: mettre en place une économie de la culture et faire en sorte qu'elle innerve le plus possible l'ensemble de la société. C'est de se servir d'un budget pour permettre aux idées, aux images, au sensible et au sens de circuler au lieu des bébelles et des capitaux. On devrait commencer à comprendre que

la seule circulation de ces affaires-là ne nous donne pas grand-chose. À part peut-être une course effrénée vers l'abîme. Et c'est là que la culture prend tout son sens. C'est là aussi qu'elle fait chier nos dirigeants. Car

l'art et la pensée sont tout le contraire d'une course au profit, au progrès, au bonheur, alouette. La culture, c'est lent. Pataud, aussi. Ça avance de manière pénible et rarement en ligne droite. Ce n'est pas efficace. Ça ne donne pas de résultats tangibles, ça ne fait pas monter le cours des actions, ni baisser le taux de chômage. Ça se contente de nous arracher à nous-mêmes, de nous aider à ne pas adhérer aux évidences qui nous assaillent nuit et jour, à ne pas croire que la vie se résume à faire carrière ou quoi que ce soit d'ailleurs. Qu'est-ce qu'on peut bien faire avec ça?

Mes connaissances en matière de *real politic* sont lamentables. Mais d'après ce que je comprends, un ministre, pour avancer, doit s'assurer de l'appui du premier ministre, du Conseil du Trésor et d'une bonne part du Conseil des ministres. À cet égard, les déboires de Georges-Émile Lapalme sont exemplaires. Privé de ces appuis-là, il en a conclu que seule sa démission s'imposait. Un ministre de la Culture doit donc d'abord convaincre un paquet de monde qui s'en sacre de l'importance de l'art et de la pensée. Vaste programme, comme disait l'autre. Mais ce n'est qu'après l'accomplissement de cette tâche, faut-il dire impossible, que le vrai travail peut commencer. On a vu à quelle vitesse et avec quelle efficacité la volonté politique peut déglisser une institution comme l'ONF. Il n'y a donc aucune raison de douter qu'une volonté politique vouée à créer pourrait, non pas faire des miracles, mais restructurer la donne. **L**

Pierre Lefebvre est le rédacteur en chef de la revue *Liberté*. Il est aussi l'auteur de deux pièces de théâtre, *Loups et Lortie*.